

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne
Pôle risques accidentels
40 rue de la Préfecture
58026 Nevers Cedex

Nevers, le 02/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 01/09/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

APERAM ALLOYS IMPHY

Avenue Jean Jaurès
BP 1
58160 Imphy

Références : 250481
Code AIOT : 0005401254

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 01/09/2025 dans l'établissement APERAM ALLOYS IMPHY implanté 1 avenue Jean Jaurès 58160 Imphy. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection a eu lieu de manière inopinée sur le thème sécheresse, action régionale retenue par la DREAL.

Le référentiel réglementaire de la visite est le suivant :

- arrêté cadre préfectoral du 30/05/2023,
- arrêté ministériel du 30/06/2023 relatif aux mesures de restriction, en période de sécheresse, portant sur le prélèvement d'eau et la consommation d'eau des installations classées pour la protection de l'environnement.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- APERAM ALLOYS IMPHY
- 1 avenue Jean Jaurès 58160 Imphy
- Code AIOT : 0005401254
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

Le site d'Aperam exploite une usine de production et de transformation (sous forme de barres, feuillets et de fils) d'alliages spéciaux (en particulier alliages à base de nickel).

Thèmes de l'inspection :

- AR - 3

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Le contrôle d'accès est formalisé, une formation préalable à l'accès est obligatoire.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Réduction des prélèvements/consommations	Arrêté Préfectoral du 30/05/2023, article 6.3	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Dérogation	Arrêté Préfectoral du 30/05/2023, article 6.3	Sans objet
2	Exemption à l'arrêté ministériel	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Depuis 2018, l'exploitant a réduit ses prélèvements d'eau de façon importante dans la Loire. Des améliorations significatives visant à limiter la consommation d'eau ont été réalisées.

Dans les documents présentés par l'exploitant, l'inspection a remarqué une forte augmentation depuis 2024 de la consommation d'eau pour la station de traitement des eaux de décapage.

L'exploitant a indiqué qu'un changement d'exploitant de la station avait eu lieu au 01/01/2024, mais n'a pas expliqué la cause de cette augmentation.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dérogation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/05/2023, article 6.3
Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvements
Prescription contrôlée : Mesures dérogatoires relatives aux usages industriels Des dérogations aux restrictions peuvent être accordées, sur demande motivée adressée à la direction départementale des territoires, pour :

<ul style="list-style-type: none"> - des activités disposant d'un arrêté préfectoral fixant des dispositions particulières quantitatives relatives à la gestion de la ressource en eau prévue dans les autorisations administratives ; - des établissements ou activités pouvant démontrer que leurs procédés et équipements mis en œuvre permettent des économies substantielles d'eau ; - des activités avec des motifs impératifs de santé et de salubrité publique ou pour des raisons de sécurité civile ; - des activités avec des motifs impérieux de sécurité de l'outil industriel.
<p>Constats :</p> <p>Au moment de l'inspection, l'exploitant n'avait pas fait de demande de dérogation. Par mail du 11 septembre 2025 l'exploitant a transmis les documents demandés par l'inspection et dans le même temps sollicité une dérogation sur ses usages de l'eau. Les dérogations ou les exemptions délivrées sont applicables au seuil en vigueur à la date de dépôt du dossier. Au 11 septembre 2025, date du dépôt de dossier de dérogation, la zone d'alerte Loire Amont dans laquelle se situe la commune d'Imphy était redescendue au seuil de vigilance, sans application de réduction des prélèvements ou des consommations. De plus, toutes les mesures de restriction des usages de l'eau applicables dans le département de la Nièvre ont été abrogées par l'arrêté préfectoral n°58-2025-09-30-00002 du 30/09/2025, la demande de dérogation transmise par l'exploitant est donc inutile à la date de rédaction du présent rapport.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Exemption à l'arrêté ministériel

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvements</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Ne sont pas soumis aux dispositions de l'article 2 : [...] 2° Les exploitants des établissements ayant réduit leur prélèvement d'eau d'au moins 20 % depuis le 1^{er} janvier 2018 ;</p> <p>3° Les exploitants des établissements utilisant au moins 20 % d'eaux réutilisées par rapport à leur prélèvement d'eau, sous réserve du respect des exigences sanitaires et environnementales en vigueur ;</p> <p>4° Les exploitants des établissements nouvellement autorisés ou enregistrés depuis le 1^{er} janvier 2023.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a indiqué que la station de pompage en Loire alimente les 3 entités présentes sur la plate-forme industrielle. L'exploitant fournit l'eau pour 2 sites industriels, mais chacun des 3 industriels sur site gère sa propre consommation d'eau.</p>

La répartition entre exploitants est faite grâce aux compteurs installés. Une facturation mensuelle est effectuée auprès des exploitants.

L'eau en provenance de la station de pompage est utilisée pour le refroidissement, la production de vapeur et le rinçage.

A la date de la visite, il n'y a pas de réutilisation d'eau de process.

Une cuve de récupération des eaux pluviales d'une capacité de 130 m³ est installée. L'eau ainsi récupérée est injectée comme eau d'appoint dans le circuit de refroidissement du Laminage À Chaud (LAC).

L'exploitant a présenté le suivi pluriannuel des prélèvements et a transmis post-inspection les éléments suivants :

- production et prélèvements annuels APERAM (eau du réseau public+pompage Loire) :

Année	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Production (t)	91236	86666	74350	76944	74429	83452	90598
Prélevé (m ³)	679063	553142	447779	442249	426271	421933	521515

L'inspection prend note de la réduction supérieure à 20 % entre 2018 et 2024 des prélèvements.

L'exploitant n'est donc pas soumis aux dispositions de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 30/06/2023.

Il convient toutefois de noter que cette exemption ne serait plus applicable si les volumes prélevés venaient à augmenter de manière substantielle.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Réduction des prélèvements/consommations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/05/2023, article 6.3

Thème(s) : Risques chroniques, Mesures applicables aux usages économiques

Prescription contrôlée :

Usages industriels

Exploitation des installations classées pour la protection de l'environnement et activités industrielles dont la consommation est supérieure à 1 000 m³ par an.

Seuil alerte :

- tenue d'un registre hebdomadaire des prélèvements,
- réduction des consommations de 10 % par rapport à la moyenne hebdomadaire.

Mesures dérogatoires relatives aux usages industriels

Des dérogations aux restrictions peuvent être accordées, sur demande motivée adressée à la direction départementale des territoires, pour :

- des activités disposant d'un arrêté préfectoral fixant des dispositions particulières quantitatives relatives à la gestion de la ressource en eau prévue dans les autorisations administratives ;
- des établissements ou activités pouvant démontrer que leurs procédés et équipements mis en œuvre permettent des économies substantielles d'eau ;
- des activités avec des motifs impératifs de santé et de salubrité publique ou pour des raisons de sécurité civile ;
- des activités avec des motifs impérieux de sécurité de l'outil industriel.

Constats :

Pour rappel, l'exploitant est autorisé par l'arrêté préfectoral du 28 août 2010 à prélever annuellement 875 000 m³ en Loire et 110 000 m³ sur le réseau public.

A la date de la visite, le bassin de gestion Loire amont est en alerte suite à l'arrêté préfectoral du 8 août 2025, portant fixation de mesures de limitations de certains usages de l'eau.

L'exploitant a déclaré être informé des arrêtés préfectoraux par l'UiD DREAL et visiter le site de la Préfecture, l'inspection a présenté le site VIGIEAU auprès duquel l'exploitant peut recevoir les alertes de franchissement de seuil.

En routine, l'exploitant tient à jour un registre quotidien de ses prélèvements et il dispose du comptage des consommations sur les gros postes dans ce registre.

Le jour de l'inspection, l'exploitant n'avait pas calculé la moyenne hebdomadaire servant de référence pour le calcul des réductions de consommation.

Dans son calcul du volume référence fourni post-inspection, l'exploitant exclut un volume incompressible des usages de l'eau sans justification.

L'arrêté ministériel du 30 juin 2023 relatif aux mesures de restriction, en période de sécheresse, portant sur le prélèvement d'eau et la consommation d'eau des installations classées pour la protection de l'environnement définit les modalités de calcul du volume de référence. Sa note d'application (version du 13/08/2024) apporte des précisions sur ces modalités de calcul. Le calcul présenté par l'exploitant doit être explicité afin de clarifier les éléments pris en compte.

En l'état, la moyenne hebdomadaire n'étant pas déterminée, il ne peut être statué sur le respect de la réduction des consommations durant la période de restriction.

L'exploitant a transmis à l'inspection les améliorations effectuées en faveur des économies d'eau :

2018 : arrêt du four d'hypertrempe Olivotto (refroidissement partiellement en circuit ouvert) et mise en service d'un nouveau four avec refroidissement en circuit fermé,

2023 : remplacement de la canalisation d'alimentation en eau industrielle de la ligne de décapage (suppression de fuite),

2023 : installation d'un bassin de récupération d'eau de pluie sur un nouveau bâtiment pour l'utiliser comme appoint du circuit de refroidissement LAC (11 300 m³ économisés en 2024),

2023-2024 : installation de compteurs d'eau potable communiquant avec télé-relève pour mesure en continu des consommations,

2025 : remplacement des 2 débitmètres de la station de pompage d'eau en Loire,

2025 : réparation de fuites sur la source d'eau incendie

L'inspection relève que ces mesures concourent à des réductions du prélèvement, en effet, le ratio m³ prélevé/production est passé de 7,44 à 5,76 entre 2018 et 2024, soit une économie de l'ordre de 150 000 m³.

L'inspection remarque que le volume des prélèvements 2024 est supérieur de plus de 20 % à ceux de 2023. À cela l'exploitant a précisé que le volume des rejets de la station de traitement "AZUR" avait fortement augmenté à la suite du changement d'exploitant de la station de traitement au 01/01/2024.

L'exploitant n'a pas expliqué la cause de cette augmentation.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

En cas de restrictions d'usage de l'eau imposées par arrêté, l'exploitant doit réduire la consommation globale du site au regard du volume de référence hebdomadaire qu'il doit calculer.

En l'état, il est demandé à l'exploitant de clarifier le calcul de la moyenne hebdomadaire transmise suite à la visite, et d'explicitier les modalités de calcul, notamment au regard des dispositions de l'arrêté ministériel du 30/06/2023 et de sa note d'application (version du 13/08/2024).

Il est demandé à l'exploitant de rechercher la cause de l'augmentation des prélèvements entre 2023 et 2024.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois